

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

Rapport d'activité 2015

Composé de 7 structures (ARIFOR, AVDL, COFRIMI, EPI, ESPACE, IREV, ORIV)¹, le Réseau RECI a poursuivi en 2015 ses travaux collectifs autour de trois axes :

- La valorisation des ressources existantes, en lien avec les préoccupations des pouvoirs publics dans les champs de la prévention des discriminations, la promotion de l'égalité et l'intégration des populations immigrées.
- La mise en perspective des ressources et expériences locales par la production et la diffusion de notes, points de vue sur...
- L'essaimage par ses membres des outils et ressources issus du Réseau et/ou issus des partenaires du Réseau RECI.

LA VALORISATION DES RESSOURCES

➔ **Base de données documentaire** [*financement CGET – pilote ORIV*]

Quatre structures participent à cette action de manière régulière : Arifor, Cofrimi, Irev et ORIV.

La mutualisation de l'activité documentaire des centres de ressources composant le Réseau constitue l'activité de base du Réseau RECI. Elle consiste en un travail de veille et d'alimentation de la base de données bibliographiques commune.

Depuis la création du Réseau RECI la mise en commun de ressources, par le biais d'une base documentaire (production de références bibliographiques avec des résumés analytiques), est un impondérable.

Cette base documentaire commune aux membres du Réseau RECI a été mise en ligne sur internet en 2008 (<http://biblio.reseau-reci.org>). Elle est donc consultable aussi bien par un public averti (chercheurs, professionnels...) que par un plus grand public (étudiants...).

Elle permet de pouvoir effectuer des recherches dans les catalogues documentaires (environ 22.000 références) de cinq centres ressources territorialisés membres du Réseau RECI (ARIFOR, COFRIMI, EPI, IREV, ORIV).

Cette action a été reconduite en 2015 et mise en œuvre par quatre des structures composant le Réseau RECI (à savoir ARIFOR, COFRIMI, IREV, ORIV). L'administration de la base a été co-pilotée par Cofrimi et l'ORIV tout au long de l'année 2015.

FONCTION CHEF DE PROJET DOCUMENTAIRE

La coordination de la fonction documentaire du Réseau a été assurée par l'ORIV durant l'année 2015.

BILAN DE CONSULTATION DE LA BASE DOCUMENTAIRE COMMUNE AU RESEAU RECI, EN LIGNE SUR INTERNET

En 2015, la base documentaire en ligne a reçu 11 787 visites (et 10 431 utilisateurs), soit une augmentation d'environ 7,15% par rapport à 2014.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

OPTIMISATION DE LA BASE DE DONNEES

¹ A noter que le Centre Interculturel de Documentation de Nantes a intégré en cours d'année 2015 le Réseau RECI, et s'inscrit actuellement dans une phase de cooptation qui aboutira en 2016 à son intégration effective ou non au sein du Réseau.

SAISIE REGULIERE ET VEILLE

En 2015, une attention particulière a été portée sur le repérage et la saisie régulière des revues, des rapports et des productions dites « incontournables » sur les sujets traités par le Réseau RECI, publiés par des organismes institutionnels et des acteurs associatifs en France et en Europe.

La veille effectuée pour repérer des ressources électroniques dans le cadre de l'alimentation du portail européen sur l'intégration vient également alimenter la base commune. Cette démarche s'inscrit dans une logique d'optimisation du travail des documentalistes.

ALIMENTATION DE LA BASE DE DONNEES

Cette action consiste en une alimentation régulière par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. Du 1er janvier au 31 décembre 2015, 218 nouvelles notices ont été créées (contre 213 en 2014).

VALORISATION DES RESSOURCES

En lien avec le programme de travail du Réseau (publications, séminaire...) des bibliographies sont réalisées. Elles permettent d'approfondir les connaissances d'un sujet en consultant plus de références. En 2015, les bibliographies suivantes ont été réalisées : "Intégration" ; "La lutte contre les discriminations dans les contrats de ville". La bibliographie "Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs" a fait l'objet d'une mise à jour.

Pour valoriser les ressources disponibles auprès des structures membres du Réseau RECI des « étagères virtuelles » (équivalent à des bibliographies) sont également consultables sur la page d'accueil du site internet de la base de données bibliographique du Réseau RECI (www.biblio.reseau-reci.org).

En 2015, plusieurs étagères ont été proposées, sur les sujets suivants : "Laïcité" ; "Interculturalité" ; "Mémoire de l'immigration". L'étagère "Personnes âgées immigrées" mise en ligne en juin 2014 a fait l'objet d'une mise à jour en décembre 2015.

De plus, une étagère « dernières acquisitions » présente les différents documents récents saisis dans la base. Elle permet également d'avoir une vue globale de l'actualité des parutions sur les questions d'immigration, d'intégration et de prévention des discriminations en France.

FORMATION SUR LE LOGICIEL

Les chargées d'information et de documentation ont suivi une formation sur le logiciel de gestion de la base de données documentaire du Réseau RECI. Celle-ci a été assurée sur deux jours par PMB services, prestataire du logiciel. Cette formation a permis de découvrir les dernières fonctionnalités proposées par l'outil et de travailler sur l'optimisation à prévoir pour la base de données.

MISE EN PLACE D'UNE VEILLE INFORMATIVE COLLABORATIVE

Les membres du réseau ont souhaité optimiser le repérage et la diffusion de l'information que chacun était amené à faire au sein de sa propre structure. Une formation a été effectuée par les chargées de l'information et de la documentation auprès des autres membres. Ceci pour expliquer ce qu'est la veille et permettre une utilisation des outils de partage par tous. Suite à cela, une démarche de veille informative collaborative a été mise en place.

Ce travail collaboratif permet un réel partage des informations recueillies par tous les membres et une meilleure réactivité par rapport à l'actualité.

Une liste de structures (médias, associations, ministères...) qui émettent des informations dans les champs de l'intégration, de l'immigration et de la prévention des discriminations a été établie. Par le biais d'outils informatiques, les dernières actualités mises en ligne sur ces sites sont repérées et partagées à l'ensemble des membres du réseau.

Cette veille alimente également le panorama de presse, en ligne, lancé en novembre 2015 par le Réseau RECI : <http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>.

Ce panorama permet d'être tenu informé de manière quotidienne. Il est consultable par toutes les personnes intéressées par les sujets travaillés par le réseau et ses membres. Cette veille est également mise à profit pour repérer les informations à valoriser sur le portail européen sur l'intégration : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/home?lang=fr>

REUNIONS ENTRE CHARGES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Afin de coordonner l'activité et la saisie sur la base documentaire, mais aussi de produire collectivement, les chargées d'information et de documentation ont été amenées à se réunir à 4 reprises durant l'année 2015, à l'occasion des regroupements de deux journées des membres du réseau RECI.

➔ **Site internet** [*financement CGET – pilote COFRIMI*]

Le site internet permet d'accéder aux productions du Réseau RECI : Notes, bibliographies thématiques.

Les statistiques de consultation du site internet durant la période de janvier à décembre 2015 font état de 2 924 visites (contre 2 294 en 2014, soit une augmentation d'environ 27%), 2 465 visiteurs différents (contre 1 789 en 2014, soit une augmentation d'environ 38% environ) et 5 372 pages vues (contre 4 644 en 2014).

Les documents les plus téléchargés sur le site du Réseau sont les suivants :

- « Point de vue sur... l'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations », Réseau RECI, 2009 (**659** téléchargements)
- « Prévention des discriminations & collectivités. Initier, mobiliser, pérenniser. Séminaire national – 22 novembre 2012 », Réseau RECI, décembre 2013 (**449** téléchargements)
- « La prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville », Réseau RECI, juin 2015 (**397** téléchargements)
- « Point de vue sur... personnes âgées immigrées : un devoir de (re)connaissance pour une action adaptée à leurs besoins », Réseau RECI, 2013 (**337** téléchargements)
- « Discriminations et territoires. La mobilisation des acteurs locaux », Réseau RECI, 2009 (**323** téléchargements)
- « Point de vue sur... l'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations », Réseau RECI, 2008, (**270** téléchargements)
- « Point de vue sur... les politiques territoriales d'intégration », Réseau RECI, juin 2015 (**241** téléchargements)
- Bibliographie « Lutte contre les discriminations et politique de la ville », Réseau RECI, juin 2015 (**192** téléchargements)

➔ **Portail européen sur l'intégration** [*financement Commission Européenne via Migration Policy Group – pilote ORIV*]

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants de pays tiers, dans les 28 pays membres de l'Union Européenne : <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>. Un réseau composé de 28 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail. En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV, assure le pilotage et la coordination du projet.

Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration (tant au sein d'organisations gouvernementales que non gouvernementales) des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts (institutionnels, associatifs, chercheurs...) et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Les objectifs poursuivis par ce portail sont de :

- faciliter l'échange de connaissances et de savoir-faire entre acteurs de l'intégration, au-delà des frontières nationales,
- faciliter la mise en réseau et le développement de projets communs,
- promouvoir l'engagement de la société civile sur les questions d'intégration et créer une véritable "communauté des acteurs de l'intégration" au niveau européen.

Il doit ainsi permettre d'accéder à des informations pertinentes et régulièrement mises à jour, de partager connaissances et savoir-faire, de découvrir des possibilités de financement, de trouver des partenaires, de lancer des projets en commun, d'être informé des dernières évolutions sur le plan communautaire ou national, de mettre en place des groupes de travail... A cet effet, il comprend un vaste fonds documentaire, des outils pour favoriser le travail en réseau et la présentation de « bonnes pratiques » d'intégration.

On trouve également sur le portail les travaux du Forum européen sur la migration, qui a remplacé en 2015, le Forum européen sur l'intégration (<https://ec.europa.eu/migrant-integration/les-actions-de-lue-pour-que-lintegration-fonctionne>).

En juin 2014, la Commission européenne a effectué un bilan qui portait sur les 5 années d'existence du portail européen sur l'intégration. Il s'agissait d'analyser comment celui-ci était utilisé et quelles étaient les ressources les plus consultées.

Suite à ce bilan, la Commission européenne a acté qu'il était important de privilégier la qualité à la quantité des ressources postées. Il ne suffit pas de collecter l'information, mais également de l'analyser et de privilégier des informations nationales sur les politiques d'intégration et de prévention des discriminations, liées à des changements législatifs. La Commission a ainsi, au cours de l'année 2014, redéfini de nouveaux objectifs et demandé aux coordinateurs nationaux de les appliquer dès le deuxième semestre de l'année.

En 2015, cet objectif a été réaffirmé, voire même renforcé. Ainsi, le Réseau RECI a privilégié la mise en ligne sur le portail « **d'actualités** » (« news ») avec des résumés analytiques qui détaillent le contenu de l'information donnée ou des rapports présentés, permettant de se saisir rapidement des informations proposées. Dans un deuxième temps, les internautes ont la possibilité de consulter les articles, les documents présentés, de manière plus détaillée.

Le Réseau RECI a proposé environ 70 « actualités » sur le portail en 2015 (tout comme en 2014) : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/resources/news>

A la demande de la Commission Européenne, le Réseau RECI a contribué, fin 2015, à la production d'une note « d'analyse » sur les initiatives mises en place par des bénévoles, des citoyens volontaires, en matière d'intégration des ressortissants des pays tiers, mais également pour l'accueil des réfugiés.

En 2015, 2 expériences novatrices ont été valorisées par des membres du Réseau RECI sur le portail :

- « Histoire de deux mains pour demain », c'est un travail de mémoire et de transmission de l'histoire de l'immigration. C'est l'histoire des immigrés seniors appelés pudiquement Chibanis (c'est-à-dire « cheveux blancs ») et celle des jeunes qui ne connaissent peu ou pas cette histoire. Elle se traduit par une narration racontée par des femmes de différentes générations, en présence de quelques Chibanis (Hommes) et Chibania (Femmes), entrecoupée de musiques de l'association ACAO (Arts et Culture de l'Afrique de l'Ouest) et des chorégraphies d'Ismaël Taggae avec le collectif Footzebeul. Ainsi ce travail de mémoire porte sur la rencontre entre deux générations concernées par la problématique de l'immigration : des immigrés arrivés en France depuis plus de trente années et des jeunes nés et/ou ayant grandi en France (le plus souvent descendants d'immigrés) et qui n'ont pas connu l'expérience migratoire.
- « Lutte contre les discriminations dans l'accès au logement ». Il s'agit de la présentation de la démarche menée par L'Espace Solidarité Habitat (ESH - Paris), lieu d'accès aux droits qui propose un suivi aux personnes en situation de mal

logement : procédure d'expulsion pour dettes, locataires en habitat indigne, personnes hébergées, à l'hôtel, ou personnes en situation de discrimination dans l'accès au logement social notamment. Il s'agit d'un accompagnement spécifique sur les démarches juridiques ; parallèlement une aide pour rechercher un autre logement est proposée aux personnes suivies. Depuis 2009, une démarche d'essaimage des actions réalisées au sein de l'ESH a été engagée pour soutenir le développement de permanences d'accès aux droits dans les autres départements d'Ile-de-France.

En novembre 2015, les 28 coordinateurs nationaux et l'expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) se sont retrouvés à Bruxelles, avec des représentants de la Commission européenne. Ce comité de rédaction a permis d'échanger sur la ligne éditoriale du portail, sur les améliorations techniques à y apporter, et sur la manière de promouvoir cet outil dans chacun des pays membres. Le Réseau RECI était représenté par l'ORIV.

➔ **Discriminations et collectivités : diffusion de la publication**

La diffusion des actes du colloque « discriminations et collectivités » organisé le 29 novembre 2012 s'est poursuivie, notamment en accompagnement d'actions locales organisées par les membres du Réseau RECI dans leurs territoires.

Enfin, le stand tenu par le Réseau RECI lors du séminaire national du 26 novembre 2015 a permis de poursuivre la diffusion auprès de collectivités engagées en assurant une couverture territoriale plus large que celle des membres du Réseau.

LA MISE EN PERSPECTIVE PAR LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES

➔ **Rédaction d'un « Point de vue sur... les politiques territoriales d'intégration »** [*financement DAAEN / fonds dédiés – pilote ORIV*]

Le travail mené par les structures du Réseau RECI a permis de finaliser, au cours de l'année 2015, une note de synthèse rendant compte du point de vue des membres du Réseau RECI par rapport aux enjeux d'intégration tels que posés dans le projet de loi sur l'intégration. Ce « point de vue sur... les politiques territoriales d'intégration » met en avant à la fois la pertinence d'une réflexion en termes de parcours mais aussi les limites de cette approche compte tenu de contextes locaux très différents et de moyens d'action limités.

La réflexion a également donné lieu à la production d'une bibliographie sur les questions d'intégration :

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2015/07/reseau_reci_bibliographie_note_integracion_juin_2015.pdf

Ces deux publications sont accessibles sur le site du réseau : http://www.reseau-reci.org/wp-content/uploads/2015/07/reseau_reci_note_politiques_territoriales_integracion.pdf

➔ **Discriminations et logements** [*financement ACSE – partenariat ADVL-ARIFOR-ORIV*]

Le 31 mai 2012, les membres du Réseau avaient organisé un 1er temps de réflexion commun afin de mieux appréhender la problématique « discriminations et logement » et les membres ayant déjà travaillé sur ce sujet (AVDL, ARIFOR et ORIV) avaient présenté leurs actions et l'état de leurs réflexions. Des enjeux transversaux avaient été identifiés et permis d'élaborer des pistes de travail, qui ont abouti à la rédaction d'une « note bibliographique documentée » finalisée en novembre 2015.

Dans ce cadre, les membres du Réseau RECI ont organisé trois temps de réflexion communs (12 septembre 2013, 5 décembre 2013 et 15 mai 2014) sur le sujet qui ont permis d'avancer dans l'élaboration de cette production. L'année 2015 a été nécessaire pour en finaliser le contenu et le mettre en forme.

Cette note du Réseau RECI n'a pas l'ambition d'épuiser la thématique « discrimination et logement » qui peut être abordée par de nombreuses entrées, ni même d'être exhaustive sur l'ensemble des productions écrites ayant été rédigées autour du sujet. Elle permet néanmoins de poser le cadre de la réflexion en recensant les travaux menés et en présentant une analyse synthétique.

Une veille sur les travaux menés permet également de travailler sur une photographie des objets de travail investis et des acteurs mobilisés. Cette partie du travail sera accessible prochainement.

Pour poursuivre la contribution et la production du Réseau dans ce domaine, une réflexion autour des enjeux de mixité sociale sera initiée en 2016.

Accéder à la note sur le site du Réseau : http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2015/11/reseau_reci_note_documentee_discriminations_logement_nov_2015.pdf

➔ **Approche intégrée des discriminations dans les contrats de ville**
[financement ACSE- partenariat ARIFOR, IREV et ORIV]

A partir d'une analyse des travaux menés par chacune des structures, d'une synthèse des réflexions engagées depuis plusieurs années par le Réseau RECI autour de la mise en œuvre de politiques de prévention et de lutte contre les discriminations au niveau des territoires, le réseau RECI a réalisé une note de cadrage « la prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville » permettant de rendre compte des acquis, limites et modalités de mise en œuvre d'une approche intégrée dans le domaine des discriminations. Le Réseau RECI propose, par le biais de cette note, des apports méthodologiques visant la prise en compte de la dimension prévention et lutte contre les discriminations dans les nouveaux contrats de ville.

En effet, depuis 2006, le Réseau RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration) effectue un travail de capitalisation des expériences de collectivités engagées dans la prévention et la lutte contre les discriminations, qui a donné lieu à plusieurs publications. Cette note s'inscrit dans le prolongement de ces travaux à des fins d'outillage des contrats de ville 2015 – 2020.

Elle est complétée par une bibliographie « lutte contre les discriminations et politique de la ville. Elle a été diffusée et est disponible en téléchargement sur le site du réseau RECI depuis juin 2015 (http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2015/07/reseau_reci_note_discriminations_contrat_ville.pdf)

Le second semestre 2015 a été consacré à l'analyse de contrats de ville. Sur la base d'une grille de lecture, le réseau a observé comment était traité le sujet de la prévention des discriminations. ¼ des contrats ont déjà été analysés (soit environ 80 contrats sur 400 signés), une première analyse a été présentée dans le cadre de la contribution du réseau RECI au séminaire national sur « lutte contre les discriminations dans les contrats de ville ».

La note sera disponible au printemps 2016.

APPUI – ACCOMPAGNEMENT REFLEXIONS

➔ **Séminaire CNFPT- IRDSU – CGET - DDD – RECI sur « Prévention et Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville »** *[financement CGET – partenariat ARIFOR, IREV et ORIV]*

Les membres du Réseau RECI ont participé au comité de pilotage du séminaire national organisé le 26 novembre 2015 à Pantin. Les partenaires de ce séminaire avaient fixé pour objectif de traiter du volet lutte contre les discriminations dans les nouveaux contrats de ville 2015-2020. Il s'agissait d'une part de dresser un premier état des lieux de la prise en compte de cet enjeu dans les contrats de ville signés en 2015 et d'autre part de s'appuyer sur l'échange d'expériences entre acteurs locaux (collectivités locales, services de l'Etat, représentants du Défenseur des Droits...) pour donner à voir des pistes d'actions concrètes et des méthodes de travail à exploiter. Le séminaire a réuni 160 participants.

Outre la participation aux réunions du comité de pilotage visant la préparation du séminaire (définition des problématiques, du programme, identification des intervenants) et la mobilisation des acteurs locaux de ses territoires d'implantation par une communication renforcée, le Réseau RECI est intervenu dans le cadre du séminaire lui-même :

- Lors d'une des tables rondes pour présenter les résultats des premières analyses à la lecture d'un quart des contrats de ville ;
- En animation des ateliers d'échanges de pratiques ;
- Dans le cadre d'un apport de ressources :
 - réalisation d'un webinaire (conférence en ligne), le 20 novembre 2015 sur « [L'approche sociologique de la discrimination : effet sur le vécu des "victimes" et impacts sur les pratiques professionnelles](#) » (toujours disponible en ligne);
 - réalisation de la sélection de ressources numériques (mise en ligne par le CNFPT à l'adresse suivante : <http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/lutte-discriminations-contrats/id15066219>) et de la bibliographie thématique ;
 - tenue d'un stand le jour du séminaire permettant de valoriser les ressources disponibles, notamment réalisées par le Réseau RECI et les Centres de ressources Politique de la Ville.

➔ **Parcours d'installation et diversité des territoires** [*financement DAAEN – pilote ORIV - Espace Accueil aux Etrangers et COFRIMI*]

La réflexion sur cette notion de parcours d'installation des primo arrivants n'a pu être réalisée qu'en fin d'année 2015 par le réseau RECI. En effet, elle supposait, au préalable, que les nouvelles dynamiques, impulsées sur les territoires par les services de l'Etat en charge des politiques d'intégration, puissent être mise en œuvre et identifiées.

Les premiers constats échangés entre les structures du Réseau montrent, suivant les territoires, une grande disparité des scénarios proposés pour la prise en charge optimisée des primo-arrivants : une logique de création de plate-forme pour les uns, de consolidation des réseaux existants pour d'autres ou encore de continuité de l'existant (reconduite des actions menées jusque-là ...).

Le travail initié cette année par les membres du réseau RECI se poursuivra en 2016. Il donnera lieu à une note, proposant, à partir de contextes locaux types (portant sur trois régions différentes), de modéliser des formes de mobilisation ou de coordination des acteurs locaux dans un souci de parcours d'intégration (logique de plate-forme, dimension linguistique, accès aux droits...).

FORMATION

➔ **Accueil et accompagnement des nouveaux arrivants et démarche interculturelle** [*financement DAAEN –COFRIMI*]

Les professionnels du secteur public sont régulièrement en relation avec des ressortissants de pays tiers arrivés depuis peu. Dans ce type de situation, le rapport à la différence amène à des représentations mutuelles.

Dans ce cadre et afin d'assurer un meilleur accueil et une meilleure intégration, l'association COFRIMI propose une formation traitant à la fois de la connaissance des publics, de la relation à l'autre différent et des compétences interculturelles de communication à développer. Elle a été assurée en partie en partenariat avec les membres du Réseau RECI intéressés et sur leurs territoires respectifs.

La formation portait sur 4 axes :

1. l'immigration en France et les nouveaux arrivants,
2. la politique d'accueil et d'accompagnement, les dispositifs existants en matière d'apprentissage du français, aide à la parentalité, accès aux droits,
3. la question de l'intégration
4. la communication et la démarche interculturelle

A noter que cette formation s'inscrit dans le cadre d'une réponse (faite par COFRIMI qui perçoit les crédits alloués) à un appel à projets national de la DAAEN qui contribue à la mise en œuvre de stratégies nationales d'intégration des ressortissants des pays tiers par le renforcement de compétences interculturelles des professionnels agissant pour l'intégration des populations immigrées. Elle est mentionnée dans le cadre du programme de travail du RECI pour mémoire mais n'impacte pas le budget du Réseau RECI directement.

COFRIMI a sollicité les partenaires de RECI pour une mise en place de la formation sur leur territoire. L'EPI a répondu favorablement.

Ce partenariat a été contractualisé par une convention qui définit les rôles de chaque structure. L'EPI s'est chargé de la communication auprès des acteurs sociaux sur la Région Picardie et de l'organisation matérielle de la formation. COFRIMI a assuré les contenus pédagogiques de la formation par l'intervention de 2 responsables de formation, la gestion administrative et financière de l'action.

La formation a eu lieu à Amiens du 10 au 13 mars 2015 (4 jours). Elle a regroupé 10 acteurs sociaux dont 5 travailleurs sociaux des conseils Départementaux de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise, 1 inspectrice et 1 conseillère pédagogique de l'Education Nationale chargées des élèves allophones venant d'arriver en France, 2 travailleurs sociaux de la CAF de la Marne, 1 médiatrice interculturelle d'une association de quartier à Amiens.

Les évaluations orales et écrites faites par les participants font ressortir : une adéquation entre les contenus traités et leurs attentes, des prises de consciences sur leurs attitudes et ce qu'il y a à améliorer pour permettre une meilleure communication avec les primo arrivants, meilleure compréhension des parcours migratoires, meilleure visibilité de la politique nationale d'accueil et d'intégration et de leur rôle dans cette politique et les différents dispositifs existants, intérêt pour les échanges et analyse de pratiques. Satisfaction quant aux méthodes actives : analyse de situations, mises en situation, exercices. La documentation, la bibliographie, sitographie, les diaporamas utilisés par les formatrices ont été remis aux participants.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

➔ Organisation de réunions de travail entre membres du Réseau (Directeurs(trices) / Chargés de mission et Chargés d'Information et de Documentation)

Les membres du Réseau se sont réunis 12 jours en 2015.

Ces réunions ont permis la mise en commun des projets. Elles donnent lieu à un travail de production collective sur les sujets inscrits au programme de l'année mais aussi à un partage des problématiques de chaque territoire et des échanges sur l'actualité et les dossiers thématiques inscrits au programme de travail.

Ces temps de discussion permettent également de traiter du fonctionnement du réseau et ont une fonction prospective.

Au cours de l'année 2015, les membres du Réseau RECI se sont réunis :

- Le 9 janvier 2015, à Paris.
- Les 19 et 20 mars 2015, à Paris.
- Les 25 et 26 juin 2015, à Paris.
- Les 10 et 11 septembre 2015 à Marseille.
- Le 3 novembre 2015, à Paris
- Les 3 et 4 décembre 2015, à Lille.

Les chargées d'information et de documentation ont également été amenées à se réunir 2 journées pour bénéficier d'une formation à l'utilisation approfondie du logiciel de gestion de la base de données documentaires par PMB services.

Au cours de cette année 2015, le Réseau s'est attaché à travailler collectivement la question des ressources documentaires et informatives afin de renforcer la mutualisation

des pratiques et la visibilité du travail mené en matière de veille. Cette réflexion a ainsi donné lieu à la formalisation d'un réservoir de veille commun et au lancement d'un panorama de presse.

Par ailleurs, du fait de l'impact de la réforme territoriale sur les membres du réseau RECI (plusieurs structures sont en effet concernées : ORIV, PRILDE – ARIFOR, EPI, IREV), du nouveau cadre de référence des centres de ressources Politique de la Ville et de l'évolution de la politique de lutte contre les discriminations avec une intervention renforcée dans les territoires de la politique de la ville, le Réseau a également engagé une réflexion stratégique sur son positionnement et les complémentarités à trouver avec le réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville.

A ce titre, les chargé(e)s de l'information et de la documentation de ces deux réseaux ont l'occasion d'échanger ensemble et de réfléchir à des possibilités d'échanges de pratiques